

## La croissance des salaires et de l'inflation



En 2021, l'augmentation du salaire de base prévue dans les conventions collectives canadiennes a été de 1,5 % en moyenne, un pourcentage bien inférieur à l'inflation. La Colombie-Britannique a enregistré l'écart le plus faible : la hausse salariale moyenne a été de 2,2 % et celle de l'indice des prix à la consommation de 2,8 %. La majorité des provinces ont connu une hausse de l'inflation de près de deux points de pourcentage au-dessus de la croissance salariale.

Cet écart important s'explique par une inflation beaucoup plus élevée que prévue en 2021, car les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont duré plus longtemps qu'anticipées. De plus, de nombreuses entreprises ont profité de la hausse de la demande pour augmenter les prix. Selon les

Suite à la page 2

### Croissance des salaires et de l'inflation en 2021

	Moyenne canadienne	Secteurs fédéraux	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alta	C.-B.
Inflation moyenne 2021*	3,4	--	3,7	5,1	4,1	3,8	3,8	3,5	3,3	2,6	3,2	2,8
Augmentation moyenne du salaire de base (principaux règlements 2021)**	1,9	2,2	2,0	1,9	1,8	1,8	2,0	1,3	1,1	1,1	1,3	2,2
Écart	1,5		1,7	3,2	2,3	2,0	1,8	2,2	2,2	1,5	1,9	0,6
Inflation moyenne 2022 (prévisions) ***	3,3	--	3,3	4,1	3,4	3,6	3,4	3,2	3,5	3,3	3,3	2,9

\*Source : Statistique Canada. Tableau 18-10-0005-01. Indice des prix à la consommation, moyenne annuelle.

\*\*Source : Travail Canada. Les règlements de 2021 incluent les données de janvier à décembre.

\*\*\*Source : Banque Royale. Prévisions de décembre 2021.

## Suite de la page 1

prévisions actuelles, l'inflation dans la plupart des provinces devrait être d'environ 3 % en 2022.

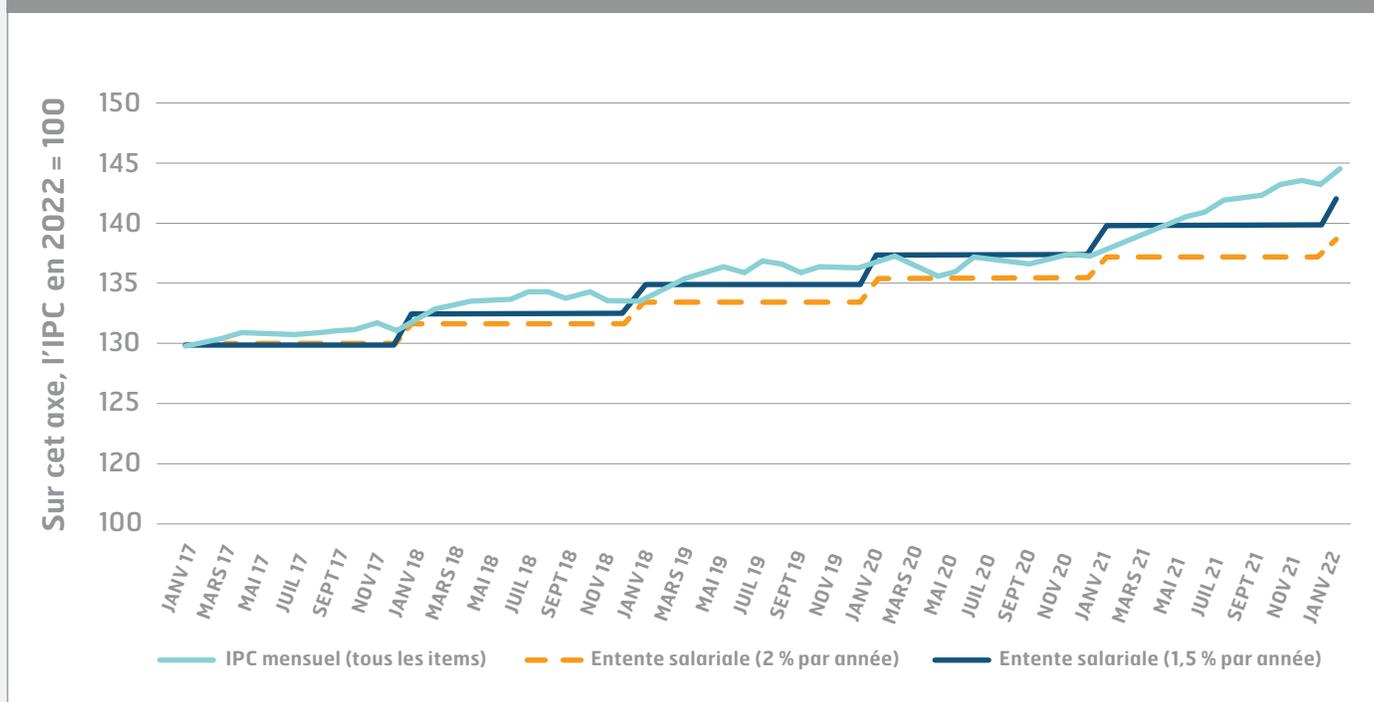
Le graphique ci-bas illustre comment l'écart entre les salaires et l'inflation peut s'accroître au fil du temps. Il illustre la valeur réelle de l'indice des prix à la consommation de janvier 2017 à janvier 2022, ainsi que les hausses de salaire associées à deux ententes hypothétiques. L'une prévoit une augmentation

salariale annuelle de 2 % en janvier et l'autre de 1,5 %. Dans l'exemple où les salaires augmentent de 2 % à chaque mois de janvier, on peut voir que, même si les salaires sont inférieurs à l'inflation au fil des mois, ils rattrapent presque celle-ci à l'entrée en vigueur de l'augmentation de début d'année. Dans l'exemple où les salaires augmentent de 1,5 %, ce qui est inférieur à l'inflation moyenne sur

l'ensemble de la période, ceux-ci commencent à accuser du retard sur l'inflation en 2019 et l'écart devient important en janvier 2022.

Cela signifie que pour beaucoup de gens, le salaire ne suit pas l'inflation. Le SCFP offre à ses membres un outil pour mesurer l'inflation et vérifier si leur salaire suit l'évolution des prix dans leur région. Vous pouvez l'utiliser au [scfp.ca/calculateur-ipc](https://scfp.ca/calculateur-ipc)

## Suivre l'inflation : comparaison de règlements salariaux



Source pour l'IPC : Statistique Canada. Tableau 18-10-0004-01 Indice des prix à la consommation mensuel, non désaisonnalisé

## Comment la hausse des taux d'intérêt affecte les travailleuses et les travailleurs

En janvier 2022, l'inflation a dépassé les 5 %, ce qui constitue une pression supplémentaire exercée sur la Banque du Canada en faveur d'une augmentation de ses taux d'intérêt.

La plupart des économistes pensent que l'inflation est causée par un surplus d'argent dans l'économie. Les banques centrales essaient de résoudre ce problème en augmentant les taux d'intérêt. L'augmentation des taux d'intérêt rend l'emprunt plus coûteux et augmente le rendement de l'épargne.

Cela pousse les consommateurs, les consommatrices et les entreprises à reporter leurs dépenses et à emprunter moins. En conséquence, il y a moins d'argent qui circule dans l'économie et l'inflation diminue.

Cependant, l'inflation que nous constatons aujourd'hui n'est pas alimentée par un excès d'argent. Elle résulte des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de l'incertitude liée à la pandémie. Pour les travailleuses et les travailleurs, cette situation ne

fera qu'aggraver les effets négatifs d'une hausse des taux d'intérêt.

La hausse des taux d'intérêt peut affecter les membres du SCFP de plusieurs façons.

D'abord, elle a tendance à diminuer les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, ce qui entraîne une réduction de l'embauche et une hausse du chômage.

L'augmentation du coût d'emprunt aura également un effet direct sur les finances personnelles des

travailleuses et des travailleurs.

Les taux d'intérêt sont bas depuis la crise financière de 2008, ce qui a permis aux familles canadiennes d'assumer un niveau important d'endettement personnel. Avant 2008, la famille canadienne moyenne devait 1,49 dollar pour chaque dollar de revenu. À la fin de 2021, cette dette était passée à 1,79 dollar. Rendre l'emprunt plus coûteux compliquera la vie des personnes qui souhaitent refinancer cette dette ou obtenir un prêt hypothécaire.

Nous sommes également confrontés à des changements majeurs sur le marché du travail, notamment en raison de la COVID-19, de l'automatisation et des réponses aux changements climatiques. La hausse des taux d'intérêt rendra les prêts étudiants plus coûteux et moins accessibles, au moment où les gens qui ont perdu leur emploi ou leur carrière à la suite de ces changements devront peut-être investir dans l'éducation ou la formation.

Enfin, lorsque les taux d'intérêt augmentent, les gouvernements deviennent souvent plus réticents à dépenser. Deux facteurs expliquent cette réaction. Premièrement, la hausse des taux d'intérêt rend les emprunts plus



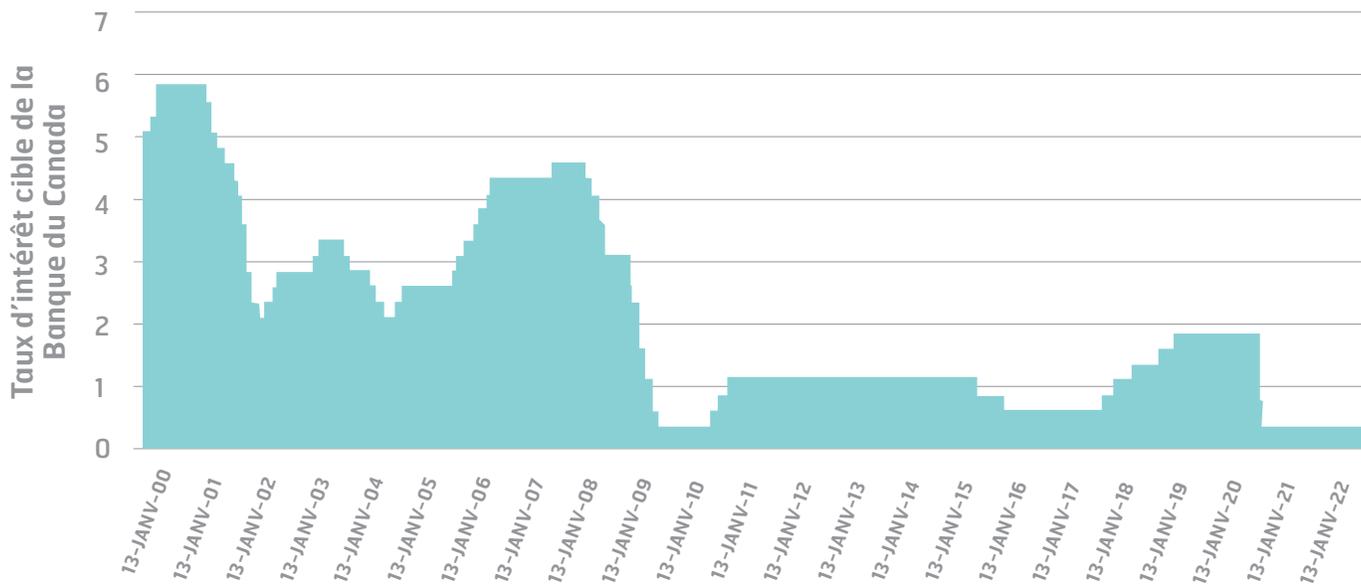
coûteux. Deuxièmement, les gouvernements savent que la banque centrale risque de penser que l'augmentation des dépenses publiques pourrait entraîner une croissance trop rapide de l'économie, incitant la banque à augmenter les taux encore plus pour inverser cet effet.

Même si les revenus gouvernementaux ont tendance à augmenter avec l'inflation, cela ne se traduira pas nécessairement par une hausse des dépenses dans les services publics ou des salaires dans la fonction publique. En fait, plusieurs gouvernements provinciaux continuent d'imposer des gels salariaux et menacent d'effectuer

des compressions dans les services publics, et ce, même si la pandémie de COVID-19 a illustré les dangers de l'austérité et du sous-financement.

Si la Banque du Canada augmente les taux pour apaiser la crainte d'une inflation galopante plutôt qu'en réponse aux données montrant un excès d'argent dans l'économie, tous ces impacts seront intensifiés. Les travailleuses et les travailleurs avaient assez bien toléré les augmentations modérées des taux d'intérêt en 2017-2018, en raison d'un contexte économique plus sain. Ce n'est pas le cas en 2022.

## Les taux d'intérêt sont bas depuis plus de 10 ans



Source : Statistique Canada. Tableau 10-10-0139-01

# La hausse des prix fait gonfler les profits des entreprises

Les travailleuses et travailleurs qui bénéficient d'une augmentation de salaire sont souvent blâmés pour la hausse de l'inflation. Heureusement, de plus en plus de gens se posent des questions quant à l'impact des profits des entreprises sur la flambée des prix des produits de consommation.

Certaines grandes multinationales ont dit ouvertement à leurs actionnaires que la hausse des prix se traduisait par une augmentation de leurs revenus. En 2021, la multinationale Proctor & Gamble a déclaré devoir augmenter ses prix pour compenser l'incertitude et l'augmentation des coûts. Or, en janvier 2022, elle annonçait à ses actionnaires une hausse de ses revenus de 6 % au cours du dernier trimestre de 2021 par rapport à l'année précédente. Cette nouvelle a fait grimper le cours de ses actions, multipliant ainsi les bénéfices pour ses cadres supérieurs et ses actionnaires.

Comment des entreprises peuvent-elles augmenter leurs prix plus que nécessaire en pleine pandémie mondiale, et ce, sans conséquence? Comment, dans ce contexte, des compagnies peuvent-elles sans gêne se vanter de réaliser des profits astronomiques?

Regardons-y de plus près.

Au cours des 20 dernières années, un important phénomène de concentration a affecté de nombreux secteurs de l'économie, au Canada comme ailleurs dans le monde. En effet, un nombre de plus en plus petit d'entreprises contrôle une part de plus en plus grande du marché. Par exemple, la plupart des couches pour bébés vendues en Amérique du Nord sont fabriquées par deux sociétés : Proctor & Gamble et Kimberly Clark.

Selon la théorie économique, les prix restent bas lorsqu'il y a concurrence entre plusieurs joueurs. À l'inverse, lorsque seules deux ou trois grandes entreprises accaparent le marché, les prix augmentent souvent plus rapidement que les coûts. L'économie canadienne est particulièrement vulnérable à cette tendance parce que, lors de l'évaluation des fusions proposées, nos lois sur la concurrence accordent la priorité aux gains d'efficacité potentiels associés à de plus grandes entreprises.

Lorsque les choix qui s'offrent aux consommateurs sont restreints, les entreprises ne se soucient pas de paraître trop gourmandes en soulignant à grands traits la hausse

de leurs prix et de leurs profits. Il est toutefois démontré que cette "transparence" est associée à une augmentation de la rémunération des dirigeant(e)s.

Un rapport récent du Centre canadien de politiques alternatives montre que les primes, comme les options d'achat d'actions, continuent de gonfler la rémunération des cadres supérieurs : elles représentaient 82 % de la rémunération totale des 100 plus importants PDG canadiens en 2020. Ainsi, les revenus totaux des cadres supérieurs dépendent fortement du cours de l'action. Et il est clair que les entreprises qui attirent l'attention sur la hausse de leurs prix et de leurs bénéfices, comme Proctor & Gamble l'a fait l'année dernière, en sont récompensées lorsque le cours de leurs actions s'envole.

Tirer profit de la pandémie n'est pas le seul moteur de l'inflation actuelle, mais il semble bien que ce soit un facteur important au Canada comme aux États-Unis. Les travaux du regroupement Canadiens pour une fiscalité équitable ont révélé que 50 des plus grandes entreprises canadiennes ont réalisé des profits records en 2020. Parmi les grandes gagnantes de la pandémie au Canada, on retrouve des compagnies des secteurs de la finance et de l'assurance, des entreprises comme Dollarama et Couche-Tard, ainsi que cinq fiducies de placement immobilier.

Lorsque quelqu'un essaie d'accuser les travailleuses et les travailleurs pour la hausse du coût de la vie, soulignez simplement que les profits des entreprises, les dividendes des actionnaires et la rémunération des cadres supérieurs ont continué d'augmenter tout au long de la pandémie. Les profits "pandémiques" sont une preuve de plus que la richesse ne ruisselle pas de haut en bas. Nous devons nous battre pour des salaires justes et une fiscalité équitable des entreprises.



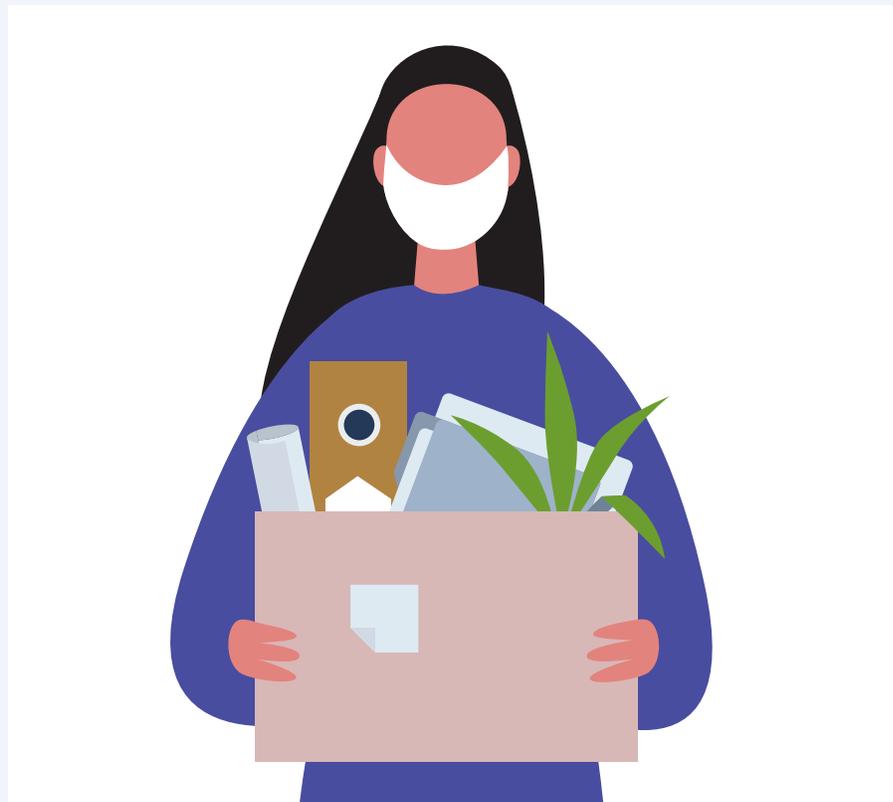
# COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

## COVID-19, marché du travail et immigrantes récentes

Les récessions ont tendance à toucher de manière disproportionnée les personnes marginalisées, notamment les immigrantes et les immigrants récents. De nouvelles études de Statistique Canada confirment que c'est aussi le cas pour la récession causée par la présente pandémie.

Les spécialistes ont examiné la situation des personnes immigrantes âgées de 20 à 44 ans qui sont arrivées au Canada au cours des cinq dernières années. Ils ont constaté que les répercussions économiques étaient plus fortes pour les femmes qui avaient récemment immigré. En mai 2020, le taux de chômage des immigrantes récentes était de 22 %, comparativement à 14 % pour les hommes récemment immigrés et à 12 % pour les femmes nées au Canada. Cela s'explique en partie par le fait que les immigrantes récentes ont tendance à occuper un emploi peu rémunéré dans le secteur des services et qu'elles sont moins susceptibles de bénéficier de la protection d'un syndicat.

Bien que l'écart de chômage entre les immigrantes récentes et les autres travailleurs et travailleuses ait largement disparu un an après le début de la pandémie, les récessions précédentes laissent croire qu'il pourrait y avoir des conséquences négatives à long terme pour les personnes qui ont été au chômage pour une longue période, comme un



salaire moindre ou un risque plus élevé de se retrouver au chômage.

## Des données de recensement sur la croissance de la population

Les premières données du dernier recensement en disent long sur les municipalités en croissance et en décroissance.

Dans l'ensemble, la population du Canada a augmenté de 5 % entre 2016 et 2021. Les municipalités qui connaissent la croissance la plus rapide sont situées à proximité

des grands centres urbains.

Ces données aideront les municipalités à planifier leurs services (services médicaux d'urgence, écoles, hôpitaux, etc.) en fonction des besoins de la communauté.

Les prochaines données tirées du recensement viendront étoffer des informations sociodémographiques qui sont importantes pour la planification municipale, notamment les statistiques sur l'âge, la langue, le logement, la race et les inégalités économiques.

*L'Économie au travail* est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleuses et travailleurs, ainsi qu'à leurs représentant(e)s de l'information accessible, des analyses fouillées des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à [scfp.ca/economie-au-travail](https://scfp.ca/economie-au-travail). Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel à *L'Économie au travail*, allez à [scfp.ca/abonnement](https://scfp.ca/abonnement).

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Angella MacEwen. Colleen Butler est la rédactrice en chef.

La relecture a été effectuée par Manon Lajoie et Valérie Ménard. La mise en page a été réalisée par Sarah Walker.

Veuillez communiquer par courriel ([amacewen@cupe.ca](mailto:amacewen@cupe.ca)) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.